

16.12.2011 - 11:56 Uhr

Transfert sur le rail: il ne manque que la volonté politique

Altdorf (ots) -

L'Initiative des Alpes est déçue du Rapport sur le transfert du trafic publié par le Conseil fédéral. Au lieu de se jouer de l'objectif de transfert modal imposé par le peuple, le gouvernement ferait mieux de se décider à négocier enfin sérieusement avec les pays voisins au sujet d'une bourse du transit alpin. Une attitude sans courage qui ne fera pas avancer la Suisse.

Le cinquième Rapport du Conseil fédéral sur le transfert du trafic enjolive l'inaction qui distingue la politique suisse des transports. Une fois de plus, le gouvernement constate que le transfert des marchandises sur le rail, prescrit par la Constitution et la loi, ne pourra pas se faire sans une bourse du transit alpin. «Le Conseil fédéral sait quel remède utiliser pour combattre la frénésie du transit sur nos routes, mais il ne veut pas l'appliquer», déplore Fabio Pedrina, président de l'Initiative des Alpes.

La Suisse n'est pas seule à réclamer un tel instrument. Tout dernièrement, à Lucerne, les responsables des régions particulièrement touchées par le transport du fret à travers les Alpes - Tessin, cantons de Suisse centrale, Rhône-Alpes (F), Tyrol (A), Tyrol du Sud, Val d'Aoste, Frioul et Piémont (I) - ont exigé de concert une réduction drastique du transit routier des marchandises et la mise en place d'une bourse du transit alpin. «Cet appel international en provenance des Alpes est une invitation directe au Conseil fédéral pour qu'il entame rapidement des négociations avec l'UE et les pays alpins au sujet d'une bourse du transit alpin», affirme Alf Arnold, directeur de l'Initiative des Alpes.

La politique suisse du transfert de trafic a été confirmée à plusieurs reprises par le peuple. Pour l'Initiative des Alpes, l'objectif fixé dans la loi sur le transfert du transport de marchandises (LTTM), à savoir un maximum annuel de 650'000 camions en transit par les Alpes, n'est donc pas négociable. Le délai de réalisation de cet objectif a été repoussé par deux fois déjà, mais l'objectif lui-même a été confirmé en 2008 par le Parlement. Avec la volonté politique nécessaire et la mise en place d'une bourse du transit alpin, la diminution requise du nombre de trajets poids lourds à travers les Alpes est tout à fait réalisable d'ici à 2018. Si les gouvernements des pays voisins et l'UE ne suivent pas, alors la Suisse devra - dans l'optique de la fermeture temporaire du tunnel routier du Gothard - introduire de manière autonome une telle bourse. Le Conseil fédéral ne doit pas laisser passer cette chance.

Contact:

Alf Arnold, directeur de l'Initiative des Alpes, 079 711 5713

Fabio Pedrina, président de l'Initiative des Alpes, 079 249 2942

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/de/pm/100002430/100710229> abgerufen werden.